



ADLFI. Archéologie de la France - Informations

une revue Gallia

Espace Caraïbes | 1992

Saint-Pierre – Maison coloniale de Santé

Fouille programmée (1992)

Serge Veuve



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/adlfi/105714>

ISSN : 2114-0502

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Serge Veuve, « Saint-Pierre – Maison coloniale de Santé » [notice archéologique], *ADLFI. Archéologie de la France - Informations* [En ligne], Espace Caraïbes, mis en ligne le 14 septembre 2021, consulté le 14 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/adlfi/105714>

Ce document a été généré automatiquement le 14 septembre 2021.

© ministère de la Culture et de la Communication, CNRS

Saint-Pierre – Maison coloniale de Santé

Fouille programmée (1992)

Serge Veuve

NOTE DE L'ÉDITEUR

Organisme porteur de l'opération : Centre d'études et de recherches archéologiques (CERA)

- 1 La fouille de 1992 sur le site de la Maison coloniale de Santé s'est attachée à retrouver les substructions d'un imposant mur de soutènement emporté par les crues de la Roxelane dans les décennies précédentes et dont la disparition menace de ruine définitive une rangée de cellules unique dans un tel contexte. Parallèlement des recherches d'archives ont permis de préciser l'histoire du bâtiment concernant notamment sa période de fondation, ses modalités de fonctionnement., ainsi que la thématique qui devrait accompagner les fouilles ultérieures.

Fig. 1 – Maison coloniale de Santé en 1870, vue depuis le sud-est



Au premier plan, le mur de soutènement en cours de construction.

Coll. Bureau du Patrimoine.

Historique

- 2 La Maison coloniale de Santé a été progressivement constituée par l'achat de plusieurs maisons qui formaient l'extrémité orientale de la rue Levassor, côté sud. L'initiateur en fut M. A. Lemaire, administrateur général des hôpitaux militaires de la colonie. Il acquiert le 6 décembre 1838 la maison portant le n° 3 pour la somme de 12 000 francs et dans les semaines qui suivent ce sont les 13 aliénés provenant de l'ancien hospice de Fort-de-France qui y sont transférés. Le 22 mai 1842 c'est la maison n° 1 qui est à son tour achetée pour le prix de 10 000 F (notaire Arnoux). Le terrain sur lequel elle s'élève est mitoyen à l'est avec l'habitation de La Rochetière et à l'ouest avec le n° 3. Sur la rue Levassor qui la limite au nord la longueur de la façade est de 50,66 m (64,96 m de profondeur).
- 3 Les Sœurs de la Congrégation de Saint-Paul de Chartres assurèrent le service jusqu'en 1902. En 1887 deux médecins y travaillent. Selon l'*Annuaire de la Martinique* de 1902 la Maison de Santé compte parmi ses membres deux médecins (docteurs Saint-Maurice et Artières), un aumônier (le père Risbourg) et un gérant (Jean-Basile Dancenis). L'éruption du 8 mai y ensevelit deux cents pensionnaires, quatorze infirmiers et cinq religieuses.

Le sondage du mur de soutènement sud-est

- 4 Une photographie extraite d'un album daté de 1870 et appartenant au Bureau du Patrimoine montre des travaux d'extension en cours concernant l'extrémité est : on y voit notamment en construction le mur de soutènement situé à l'avant de la rangée de

cellules décrites ci-dessus et qui protégeait l'ensemble des crues de la Roxelane. L'éruption de 1902 l'avait épargné mais il fut renversé par la suite.

- 5 Le sondage fut implanté dans le prolongement de la portion de mur resté en place à l'extrémité sud-est. Long de 6 m, large de 3 m, il fut descendu jusqu'à une profondeur de 2,5 m et s'avéra négatif. Quelques pierres éparses furent extraites, mais il n'y avait aucune trace de fondation quelconque. Toute la zone a visiblement été bouleversée par les crues successives de la rivière. L'une d'elles a même interrompu la fin du sondage. Le mur s'est effondré en entraînant avec lui sa fondation. Sa reconstruction s'impose d'autant plus qu'une ravine n'a pas manqué de se creuser et de se rapprocher dangereusement des cellules dont elle menace la stabilité. L'extrémité est de la rangée de cellules commence déjà à se séparer de l'ensemble... Les services des Monuments Historiques (le site est inscrit à l'Inventaire supplémentaire MH depuis le 7 mai 1991) a été alerté à plusieurs reprises de ces difficultés.
- 6 Ceci est d'autant plus regrettable que la poursuite de la fouille dans le secteur ouest promet d'être enrichissante. Le sondage urgent de 1991 sur le portique-réfectoire a mis en évidence, s'il en était encore besoin, l'intérêt de la fouille archéologique par rapport au dégagement sauvage. Or la presque totalité des ruines actuelles de la Maison de Santé est le résultat d'interventions non contrôlées dans les années 1970-1980 jusqu'à l'arrêt de ce type d'opération par la Direction des Antiquités en 1989. L'architecture a certes été révélée mais toute l'information que contenait la couche de décombres consécutive à l'éruption s'est volatilisée.
- 7 C'est ainsi que l'identification du portique-réfectoire a été rendue possible par la présence de gamelles en fer à proximité de trous de scellement d'une table et de ceux de deux placard accolés au mur d'enceinte. Or il reste près de 60 % de la superficie du site à fouiller. Les médecins psychiatres se contentaient d'appliquer ici les traitements en vigueur à l'époque. Douceur et patience étaient la règle commune, l'intimidation (sous la forme de douches froides) n'étant employée qu'en cas d'échec absolu. Les drogues dures, telles que l'opium, étaient rarement utilisées, car peu suivies d'effet. Bien sûr camisoles et chaises de force étaient réservées aux plus récalcitrants. La préférence allait cependant sans conteste aux bains d'eau tiède dans lesquels les patients étaient immobilisés et, si nécessaire, recevaient de l'eau froide sur la tête. L'on fondait aussi beaucoup d'espoir sur la vertu du travail : un jardin avait déjà aménagé à proximité immédiate en 1856 et les médecins avaient constaté que ceux qui y travaillaient devenaient plus calmes, tandis que leur appétit et leur sommeil s'amélioraient.
- 8 L'omniprésence de l'eau à Saint-Pierre dès le XVIII^e s. avait constitué sans aucun doute un terrain extrêmement favorable pour la diffusion et la mise en pratique des idées en matière d'utilisation médicale et thérapeutique de l'eau qui prévalaient dans cette première moitié du XIX^e s. Le Roi n'avait-il pas lui-même promulgué une ordonnance le 18 décembre 1839 « portant règlement sur les établissements publics et privés consacrés aux aliénés » ? Elle stipulait en outre que les établissements privés devaient justifier d'une alimentation « en tout temps, d'eau de bonne qualité et en quantité suffisante ». La Maison coloniale de Santé, dont la création avait précédé de quelques mois la publication de l'ordonnance royale, répondait en tous points à ses prescriptions.
- 9 La salle d'hydrothérapie en bordure de la rue Levassor voisine du portique-réfectoire lui-même cerné sur trois de ses côtés par une canalisation ouverte alimenté depuis un

bassin recevant l'eau d'une cascade l'illustre parfaitement. C'est d'ailleurs lors d'une visite dans ces lieux qu'il fit en 1854 que le gouverneur de Guesdon s'écria « Mais c'est vraiment trop beau pour des fous ! ».

INDEX

chronologie <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtPSEEZSBEJp>

nature <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/crtSrWQs2w2KV>

Année de l'opération : 1992

lieux <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtA9QOB3otnt>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtq9rmvQX6ie>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtasZ5N3aE3O>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtNU427bjbGj>

AUTEURS

SERGE VEUVE

CERA